



## Société Centrafricaine de Stockage de Produits Pétroliers

### TERMES DE REFERENCE POUR LA CONSTRUCTION DES DÉPÔTS DES PRODUITS PÉTROLIERS A BOUAR, BAMBARI, BANGASSOU ET ZINGA



# 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

## 1.1- Présentation du Secteur

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé faisant face à de sérieux défis logistiques qui ont nécessairement un impact sur le développement économique du pays.

Le carburant (Produits Pétroliers) n'échappe pas à ces problématiques globales d'approvisionnement qui touchent tous les biens de première nécessité importés en RCA.

Le rôle central du carburant dans la vie économique de la République Centrafricaine renforce cependant son caractère essentiel au bon fonctionnement des commerces, des foyers et donc du pays.

En 1990, le Gouvernement centrafricain avait entrepris d'importante réforme macroéconomique, dans le but d'améliorer des performances économiques du pays. L'objectif retenu pour cette restructuration visait un apport de capitaux privé pour la réhabilitation et la construction des installations pétrolières, une meilleure sécurisation des approvisionnements et une mise à disposition des consommateurs des produits aux meilleures conditions de qualité, de prestation de service et de prix sur toute l'étendue du territoire.

Cette libéralisation du sous-secteur a été consacrée par la loi 98.012 du 28 septembre 1998, portant libéralisation et réglementation du sous-secteur pétrolier aval de la République centrafricaine.

Malheureusement, son application effective a été mise en veilleuse par l'accord cadre du 29 octobre 1999 entre le Gouvernement et les trois (03) opérateurs connus (ELF, SHELL, TOTAL) leur accordant une période d'exclusivité de cinq (05) ans épuisée en décembre 2005, puis renouvelé d'une (01) année. Malgré la désignation de ces entités pour la reprise des activités de PETROCA et la période d'exclusivité accordée par dérogation, une seule société se retrouve dans le secteur, monopolisant toute la chaîne, c'est-à-dire TOTAL à travers SOGAL.

L'évaluation de la situation pendant cette période d'exclusivité a présenté un tableau sombre, entre autres :

- Mauvaise utilisation de la subvention accordée à SOGAL par l'Etat qui était de 5 FCFA par litre sur les quantités produits vendus. Aucun investissement sérieux n'a été réalisé pour ce qui concerne l'extension de capacité du stockage proprement dit ;
- Non-respect de la constitution du niveau autorisé de stock de sécurité faute de capacité du stockage.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement, après avoir tiré les enseignements des insuffisances constatés et se focalisant sur les pratiques d'autres pays de la sous-région de l'Afrique centrale et de l'ouest, a décidé de réorganiser le sous-secteur.

C'est ainsi que le 24 avril 2007, des Lois ont été promulguées pour trouver des résultantes à ces manquements notamment :

- **La Loi 07.005** portant réorganisation du sous-secteur pétrolier aval en République Centrafricaine. Elle consacre la libéralisation du sous-secteur, notamment les segments d'importations, de transport, de distributions, de commercialisation et pose les règles générales de l'exercice de toutes les activités de la filière ;
- **La loi 07.007** du 24 avril portant création de la Société Centrafricaine des Produits Pétroliers (SOCASP). La Société Centrafricaine de Stockage de Produits Pétroliers est une société d'économie mixte dont l'Etat centrafricain demeure le plus grand actionnaire à hauteur de 51% des actions et 49% détenues par le privé.

La SOCASP a pour activités le stockage des produits pétroliers et dérivés en sus des activités traditionnelles d'un dépôt qui sont la réception, l'entreposage et la manutention des produits, la SOCASP a également pour mission de faire l'entretien et la maintenance des installations et via la rubrique extension de « capacité dépôt » inscrite dans la structure des prix, augmenter la capacité de stockage pour répondre aux besoins du marché.

La SOCASP, dispose aujourd'hui de deux (02) dépôts de stockage des produits pétroliers à savoir :

- Le dépôt de **KOLONGO**, d'une capacité d'environ 50.000m<sup>3</sup> y compris le réservoir d'eau et incendie. Il demeure le seul dépôt actuellement opérationnel dans le pays ;
  - Le dépôt de **SALO**, situé à 60 km de la ville de Nola (Sangha Macéré), d'une capacité de 3250 m<sup>3</sup> n'est plus opérationnel depuis les dernières crises militaro politiques dû au fait que ses installations ont été vandalisées ;
- Les infrastructures actuelles dont dispose la SOCASP ne permettent pas une couverture suffisante pour le besoin des consommateurs sur toute l'étendue du territoire.

Le seul dépôt de **KOLONGO** reste l'infrastructure qui alimente aujourd'hui l'ensemble du territoire, bien que le pays fait face tous les jours à des influences, géographiques, sécuritaires, sociales et routières, lesquelles perturbent toute planification rigoureuse d'approvisionnement en produits pétroliers de la République centrafricaine avec principale conséquence la pénurie des produits.

## 1.2- Menaces liées au secteur

**Influence géographique** : la RCA étant un pays totalement enclavé. Il éprouve d'énormes difficultés dans l'approvisionnement en produits pétrolier provenant des pays voisins. Car il a été retenu à l'issu de la réforme du sous-secteur pétrolier aval que le marché national soit approvisionné à 80% par la voie fluviale de mai à décembre et un appoint de 20% par la voie routière de décembre à mai. Ceci pour éviter de grever la fiscalité pétrolière ;

La SOCASP ayant bien la volonté de desservir l'ensemble du pays, ne peut le faire aisément pour des contraintes exogènes suivantes :

**Faible capacité de stockage** : Le seul dépôt de Kolongo ne peut mettre à disposition la quantité des produits pétroliers souhaités pour garantir la consommation nationale dans le temps. L'insuffisance des dispositifs de stockage (capacité des installations) ne favorise pas l'accès facile des consommateurs aux produits pétroliers. Ce qui les récurrentes pénuries connues depuis quelques décennies.

Le dépôt de Kolongo en périphérie de Bangui est le seul que compte le pays et permet d'entreposer moins de la moitié du carburant qui sera consommé annuellement, soit 50 000m<sup>3</sup> de capacité pour une consommation estimée à 120 000 m<sup>3</sup>. C'est au dépôt de Kolongo que les marketeurs entreposent leurs carburants qui seront ensuite distribués dans les stations-services.

**Absence des dépôts secondaires de relais** : en l'absence de ceci dans certaine partie de la RCA, les consommateurs éprouvent d'énormes difficultés pour se ravitailler. Ils se livrent à la consommation des produits de contrebande dont la qualité est parfois non conforme aux spécifications en vigueur et les exposent aux risques sécuritaires. Ce flux de contrebande constitue un manque à gagner pour l'Etat ;

**Routière et Sécuritaire** : le manque des infrastructures routières sont des réelles problématiques à la question du ravitaillement des régions éloignées de Bangui. Les routes nationales sont majoritairement impraticables et donc sources de multiples accidents pour les camions citernes.

A cela s'ajoute, l'insécurité causée par le transport, le stockage et la manipulation de ces produits pétroliers et dérivés.

Les menaces sont exhaustives et peuvent être approfondies dans une études environnementale détaillée. Certes, la présentation actuelle donne une image du comportement des blocages qui paralysent la mise en œuvre des missions régaliennes de la SOCASP qui doivent trouver des résultantes.

### 1.3- Risques liés au Secteur

La croissance démographique et la montée de l'économie nationale ces dernières années en République centrafricaine, constituent des pressions sur le service qu'offre la SOCASP et qu'il faudrait prévoir des solutions.

- Les risques éventuels sont entre autres :
- L'accentuation et pérennisation des pénuries dues à la faible capacité de stockage ;
- La difficulté à desservir l'ensemble du territoire ;
- La prolifération des importations illégales des produits dans diverses localités du pays ;
- Le développement des sociétés de contrebandes ;
- La sureté dans la manipulation des produits...

## 2. PRESENTATION DU PROJET

La Société Centrafricaine de Stockage des Produits Pétroliers, s'est engagée depuis ces dernières années dans les actions de réformes administratives mais aussi dans le renforcement de capacité de stockage par la construction du BAC 15. Cette réalisation d'une importante valeur a apporté un léger soulagement dans le cadre d'exercice de la mission dédiée à la SOCASP.

En vue du constat dressé ci-dessus, et en termes de préconisation, la SOCASP décide de s'inscrire dans une dynamique « d'extension de son champ d'action » à l'intérieur du pays en initiant des projets de construction des dépôts secondaires à ZINGA, Bouar, Bambari et Bangassou afin de désengorger certaines parties de la RCA en produits pétroliers.

Ce projet, s'inscrit dans le cadre de la politique du Gouvernement décliné dans la lettre de mission sectorielle du Ministère en charge du développement de l'énergie et des Ressources Hydrauliques. Cette politique constitue un défi pour le désenclavement de certaines parties de la République centrafricaine en produits pétroliers.

Etant donné que la réalisation de ces projets va nécessiter des investissements lourds, sa mise en œuvre sera précédée des études appropriées afin de s'assurer de la faisabilité des projets, dans le respect des dispositions légales et des normes internationales recommandées.

Ainsi, pour répondre à ce défi, la Direction Générale de la SOCASP a commandité le Cabinet International ALL SERVICES INGENIERIE, pour la rédaction du présent Termes de Références qui va servir de repère et va définir les différents processus et méthodologies à suivre dans la réalisation dudit projet.

### 2.1- **Cadre politique et juridique**

La construction de ces quatre (04) dépôts est donc une nécessité pour toutes les régions de la République centrafricaine en générale, mais particulièrement pour les régions du sud (Zinga), de l'Ouest (Bouar), du Nord-Est (Bambari) et du Sud-Est (Bangassou).

Les Régions voisines auront plus de facilités à s'approvisionner auprès de ces dépôts secondaires. Ce rapprochement pourra valablement contribuer au développement des industries au niveau local et à la montée de l'économie nationale.

La mission de la SOCASP est d'envergure nationale de nature publique. Elle constitue un point chevrier pour le Département de tutelle technique mais également une préoccupation majeure pour les plus hautes autorités du pays.

C'est pourquoi, étant conscient de la faible capacité du dépôt de Kolongo, ces projets permettront de réduire le déficit de stockage des produits pétroliers en Centrafrique.

Ces projets doivent être en droite ligne avec les instruments politiques et juridiques adoptés au niveau national dans le secteur des énergies mais aussi de l'environnement.

### 2.2- **Objectif du projet**

L'objectif assigné par ce projet est de doter les régions du sud, de l'ouest, du Nord-Est et du Sud-Est, des dépôts secondaires pour le stockage des produits pétroliers.

- De façon spécifique, ce projet contribuera à :
- Faciliter l'accès des consommateurs aux produits pétroliers ;
- Réduire le taux des importations irrégulières ;
- Réduire le taux des risques liés au stockage irrégulier de produits pétroliers ;
- Parfaire l'économie dans ces régions respectives ;
- Encourager l'entreprenariat dans ces régions respectives ;
- Favoriser l'industrialisation des régions...

### 2.3- **Résultats attendus**

- Les résultats assignés au projet de construction des dépôts de stockage qui sera mis en œuvre sont donc :
- Les villes disposent des dépôts de stockage des produits pétroliers, construits selon les normes recommandées ;
- Les consommateurs ont l'accès facile aux produits pétroliers entreposés dans les meilleures conditions ;
- Le taux des produits de contrebande est réduit ;
- Les ressources de la SOCASP sont maximisées.

## 2.4- Capacité des Dépôts à Construire

Villes bénéficiaires	Capacités en m³	Nature des Produits
<b>Bouar</b>	30.000 m³	Produits confondus + réservoir d'eau incendie
<b>Bambari</b>	30.000 m³	Produits confondus + réservoir d'eau incendie
<b>Bangassou</b>	30.000 m³	Produits confondus + réservoir d'eau incendie
<b>Zinga</b>	30.000m³	Produits confondus + réservoir d'eau incendie

## 2.5- Capacité prévisionnelle de stockage des produits par ville

Produits	Capacité de stockage
<b>Super</b>	10.000 m³
<b>Pétrole</b>	7.000 m³
<b>Gasoil</b>	10.000 m³
<b>Jet</b>	3 000 m³
<b>Total</b>	<b>30.000 m³</b>

## 2.6- Caractéristiques des villes bénéficiaires

Les atouts qui entrent en ligne de compte en faveur de ces villes potentielles bénéficiaires du projet de construction des dépôts de stockage des produits pétroliers peuvent être présentés comme contenus dans le tableau ci-dessous :

### a. Informations démographiques

Informations	Bouar	Bambari	Bangassou	Zinga
Population	40.353 hbts	41.356 hbts	35.305 hbts	1026hbts
Population de la préfecture de la ville bénéficiaire	458.465 hbts	347.872 hbts	206.188 hbts	310.365 hbts
Nombre des préfectures proches	02	04	03	02
Population des préfectures proches	834.980 hbts	629.228 hbts	499.183 hbts	405.099hbts

Total de population, potentiel bénéficiaire	1.293.445 hbts	977.100 hbts	705.371 hbts	715.464 hbts
---	----------------	--------------	--------------	--------------

### b. Atouts économiques

Atouts géographiques	Atouts économiques
<b>Ville de Bouar</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité sur les frontières avec le Cameroun.</li> <li>- Position stratégique sur la route principale qui relie Bangui avec le Cameroun (principal pays fournisseur)</li> <li>- Situé au bord du fleuve Mambéré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 07 agences des nations ;</li> <li>- 14 ONG internationales et</li> <li>- 17 ONG locales</li> <li>- Population entreprenante</li> <li>- Ville touristique disposant des mégalithes inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2011.</li> <li>- Ville exploitante des ressources minières et autres pierres précieuses</li> <li>- Bureau d'achat de Diamants et or...</li> </ul>
<b>Ville de Bambari</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Position stratégique, situé au carrefour de toutes les routes qui relient Bangui avec les régions de l'Est, et du Nord Est ;</li> <li>- Situé au bord du fleuve Ouaka</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 08 agences des nations, 19 ONG internationales et 36 ONG locales</li> <li>- Ville exploitante des ressources minières et autres pierres précieuses</li> <li>- Bureau d'achat de Diamants et or...</li> <li>- Dispose de plusieurs indices miniers par lesquels l'uranium, le fer, le ciment...</li> </ul>
<b>Ville de Bangassou</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Position stratégique et situé sur la route principale qui relie Bangui et les villes de l'Est ;</li> <li>- Carrefour pour joindre les villes industrielles minières ;</li> <li>- Situé au bord du fleuve Mbomou</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 07 agences des nations, 12 ONG internationales et 27 ONG locales</li> <li>- Ville exploitante des ressources minières et autres pierres précieuses</li> <li>- Bureau d'achat de Diamants et or</li> <li>- Dispose de plusieurs indices miniers par lesquels l'uranium, le fer, le pétrole...</li> </ul>
<b>Ville de Zinga</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Position stratégique et situé au bord du fleuve Oubangui en face de la commune de Libégué (RDC).</li> <li>- Zinga dispose d'un débarcadère qui accueille les navigations fluviales quittant Brazzaville pour Bangui.</li> <li>- Particularité des maisons en bois.</li> <li>- Carrefour pour joindre les villes industrielles minières;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité avec la ville de Mongoumba qui dispose des chantiers de scieries de bois ;</li> <li>- Les constructions en bois constituent des points d'attractions pour les touristes.</li> </ul>

### c. Influences liées aux importations illégales dans les villes bénéficiaires en l'absence de la SOCASP

Villes	Sources d'influences
<b>Bouar</b>	La proximité avec le Cameroun et le Tchad, pays producteurs de pétrole favorise les importations irrégulières

<b>Bambari</b>	Les importations illicites du carburant proviennent en masse du Tchad et de la République démocratique du Congo
<b>Bangassou</b>	Proximité avec le RDC, les deux Soudans. Ces rapprochements occasionne religieusement l'importation illicite du carburant et en grande quantité
<b>Zinga</b>	Proximité avec le RDC et le Congo Brazzaville, favorise des importations irrégulières des produits pétroliers dans des conditions dangereuses.

### 3. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

Pour la mise en œuvre du présent projet de construction des dépôts de stockage de produits pétroliers, sera effectuée conformément à la méthodologie qui répond aux différentes étapes qui sont les suivantes :

- La réalisation des études de faisabilité : pour la réalisation des études de faisabilité, la SOCASP fera mieux de recruter un cabinet spécialisé dans l'élaboration des documents stratégiques des projets, à qui la SOCASP va commanditer la réalisation des études préliminaires qui seront composées :
- Etudes de la conception des dépôts ;
- Etudes des risques liés à l'exploitation des dépôts ;
- Etudes de l'environnement du projet ;
- Etudes architecturales et du sol ;
- Etudes Economiques et sociales.

Au vu de ces études, la SOCASP saura évaluer le coût de son projet et pourra, en fonction du portefeuille mobilisé les ressources et prévoir un agenda des travaux plus réaliste.

La Mobilisation des ressources : les ressources du projet doivent être mobilisées avant le démarrage des travaux. C'est pourquoi, les études doivent être menées à ce que les résultats soient fiables pour faciliter le financement qui peut venir de la SOCASP en interne tout comme peut faire l'objet d'un levé de fonds auprès des partenaires financiers ;

- Le recrutement d'un/des cabinets pour la rédaction des cahiers de charges relatifs au recrutement des entreprises d'exécution des travaux dans les différents domaines (BTP, construction ouvrage, bac à eau, bac de stockage...);
- Le recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux à travers des Appels d'Offres Nationales et Internationales ;
- La souscription à l'assurance Responsabilité civile sur la part des activités qui reviendront à la charge de la SOCASP ;

Les études proposées ci-dessus doivent être personnalisées et réalisées par site de projet de façon autonome et indépendante.

### 4. MECANISME DE SUIVI EVALUATION DU PROJET

Le mécanisme de suivi évaluation est obligatoirement défini dans le document du projet afin de permettre à la SOCASP de réussir le suivi de la réalisation du projet mais également de se rassurer des garanties contractuelles des prestataires commandités dans le cadres du projet.

La SOCASP s'attachera de recruter des entreprises pour le contrôle des travaux qui seront réalisés dans les 4

villes, afin de permettre à celle-ci de recevoir des ouvrages suffisants.